



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures

Bonnevault Stéphane, 2004, Développement insoutenable. Pour une conscience écologique et sociale, Éditions du croquant (Collection Turbulences), 256p., 9 €

Gaël Plumecocq



Éditeur

Réseau « Développement durable et territoires fragiles »

Édition électronique

URL : [http://](http://developpementdurable.revues.org/1291)

developpementdurable.revues.org/1291

ISSN : 1772-9971

Référence électronique

Gaël Plumecocq, « Bonnevault Stéphane, 2004, Développement insoutenable. Pour une conscience écologique et sociale, Éditions du croquant (Collection Turbulences), 256p., 9 € », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures, Publications de 2004, mis en ligne le 09 juillet 2004, consulté le 02 octobre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/1291>

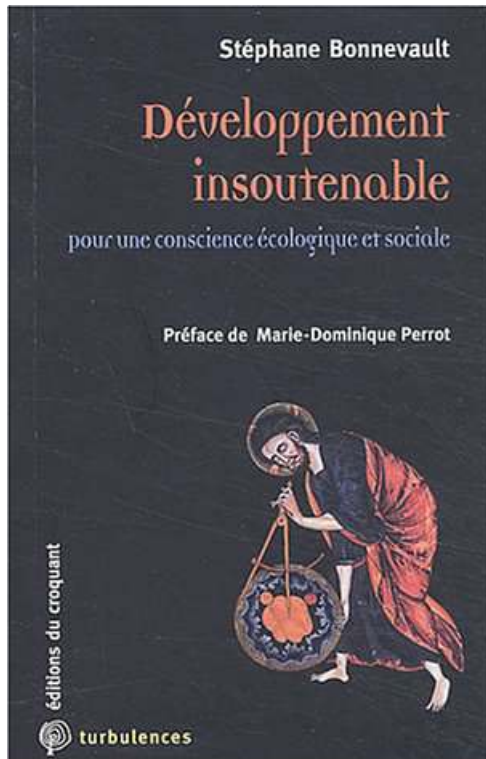
Ce document a été généré automatiquement le 2 octobre 2016.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

*Bonnevault Stéphane, 2004,
Développement insoutenable. Pour une
conscience écologique et sociale,
Éditions du croquant (Collection
Turbulences), 256p., 9 €*

Gaël Plumecocq



Depuis une quinzaine d'années, le développement «durable» est devenu une référence incontournable, suscitant l'adhésion de nombreux économistes, intellectuels, et gestionnaires publics ou privés. Selon Stéphane Bonnevault, l'auteur du «Développement insoutenable. Pour une conscience écologique et sociale», le développement durable est la dernière astuce du capitalisme, destinée à perpétuer le mode de vie occidental basé sur la satisfaction de désirs infinis. L'auteur nous propose donc une analyse rigoureuse des divers éléments caractéristiques de l'insoutenabilité du système, en déconstruisant les représentations mentales et théoriques sur lesquelles il se fonde, et qui affirme, par analogie avec le développement des organismes végétaux, que le développement du corps social est incontestablement une bonne chose.

- 1 La pierre angulaire du raisonnement développé par l'auteur, réside dans le caractère historiquement construit et contingent, de notre mode de développement. Il s'agit donc de montrer en quoi ce système est illégitime, interdisant de considérer les stratégies de développement durable comme un progrès.
- 2 Dans un premier temps, l'auteur montre comment le paradigme du développement est devenu un trait culturel occidental dominant, d'une part en imposant un mode de vie fondé sur le plus avoir (au détriment du mieux être), et d'autre part en aliénant les modes de vie alternatifs («déculturation»). Le développement économique devient donc un bien social qu'il faut atteindre à tout prix. De plus, cette construction socio-historique se trouve renforcée et soutenue par la théorie économique classique. D'une part, elle avance que «les vices privés font le bien public» puisque l'intérêt amène à l'optimum, ce qui conduit évincer la morale de la sphère économique. D'autre part, elle se construit autour d'un acteur doté d'une rationalité téléologique et calculatoire, justifiant la quantification de la croissance des richesses matérielles. Conséquence : l'économie s'émancipe du

politique et de la morale en subordonnant les objets matériels, de même que la nature, les hommes et la monnaie dans des relations marchandes. Le monde social se trouve donc entièrement encastré dans l'économie qui lui impose ses règles de fonctionnement. Par ailleurs, le clivage développement/sous-développement, renforcé par les moyens culturels, techniques et économiques de domination, accentue les attentes collectives vis-à-vis du développement. Les solutions proposées aux problèmes sociaux ou environnementaux ne sont donc envisageables qu'à l'intérieur de ce paradigme, ce qui décrédibilise d'emblée le développement soutenable.

- 3 La deuxième étape du raisonnement consiste à montrer que le mode de développement occidental, basé sur un développement illimité des forces productives (à l'œuvre dans les projets capitalistes et socialistes) résulte d'un choix social, et qu'il existe plusieurs modalités de développement permettant de concilier des exigences matérielles, naturelles et sociales (à niveau de croissance donné, il est permis d'obtenir des résultats sensiblement différents dans les domaines environnementaux et sociaux). Dans ce schéma, la rareté joue un rôle fondamental, car elle interdit la possibilité de satisfaire les besoins humains et les réduit aux seuls déterminants matériels. C'est ainsi que la croissance des richesses matérielles devient un objectif en soi, et que l'amélioration du niveau de vie se confond avec l'amélioration du bien être (voire du bonheur). La technique se trouve donc socialement valorisée, car elle permet l'accroissement de la production. Or elle occupe une place ambivalente en se posant autant comme une fin que comme un moyen du progrès. Le drame étant que toute innovation technologique s'accompagne nécessairement d'effets pervers négatifs, de sorte que son impact sur le progrès se révèle au final, souvent mitigé. Voir donc le progrès sous l'angle du développement occidental, c'est en fait porter son attention exclusivement sur la question des moyens (l'accroissement des forces productives, et le développement des technosciences), non pas en sous-traitant la question de la finalité, mais en la considérant d'emblée comme résolue avec celle des moyens. Par ailleurs, l'auteur dresse un bilan des insoutenabilités écologiques et sociales (notamment basé sur les travaux du PNUD et de la Banque Mondiale) inhérentes au mode de développement capitaliste qui se présente donc comme un mythe, puisqu'il existe une croyance partagée sur sa généralisation mais que celle-ci est objectivement impossible. A moins qu'il ne s'agisse d'une manipulation idéologique (dans l'hypothèse où cette idée serait volontairement encouragée).
- 4 Dans une troisième étape, Stéphane Bonnevault propose une analyse normative du développement, en montrant comment il se trouve renforcé par les cadres théoriques sur lesquels il s'appuie. En effet, en centrant son analyse sur le couple utilité-intérêt, l'économie développe un corpus théorique qui conceptualise les rapports sociaux et les inclut dans sa sphère de régulation. Cette théorie est réductrice, car elle fait l'impasse sur les déterminants éthiques de la prise de décision, qu'il convient dans un premier temps de réintégrer au sein d'une théorie plus complète. Par ailleurs, la théorie économique s'appuie sur une rationalité substantive qui oblige la recherche constante de l'optimum. Se rapprocher d'une théorie plus réaliste sur laquelle fonder une nouvelle approche soutenable du développement, implique donc de construire des individus théoriquement dotés d'une rationalité procédurale (on ne maximise plus l'utilité, mais on s'arrête à l'atteinte d'un seuil «satisfaisant»). Il sera alors possible de «désencastrer» l'économie de la sphère humaine (et sociale), elle même incluse dans la biosphère (entendue dans son sens le plus large). Pour le dire autrement, les activités économiques doivent fournir les

moyens d'une fin moralement et socialement déterminée en tenant principalement compte des régulations écologiques et humaines, et non devenir une fin en soi.

- 5 Pour finir, l'auteur présente quatre pistes pour sortir de ce paradigme du développement :
1. Le marché (échange monétaire, motivé par l'intérêt et fondé sur la liberté) s'oppose au plan (redistribution forcée, motivée par la contrainte et fondée sur l'égalité), mais également au système de réciprocité (don motivé par l'altruisme, et fondé sur la fraternité). La soutenabilité implique donc au moins de se situer à équidistance de ces trois systèmes, et au mieux, à tendre vers la réciprocité.
 2. L'homme doit « coévoluer » avec la nature, ce qui implique que les effets pervers de la technoscience ne doivent pas remettre en cause les régulations de la biosphère.
 3. Les relations de travail et celles de l'homme à la nature sont liées. Il convient donc de remettre le travail à sa place en en assurant une meilleure répartition, afin qu'il ne soit plus «le seul et unique support du revenu, de la reconnaissance sociale, et de l'accomplissement individuel.»
 4. Enfin, l'auteur distingue trois temporalités individuelles: le temps biologique (incompressible : il satisfait les besoins primaires), le temps de l'activité économique (pour retirer un revenu), et le temps de l'activité autonome (constituant une fin en soi). Les gains de productivité peuvent alors être utilisés selon une logique productiviste (on produit plus, sans bouleverser l'ordre des temporalités: le temps de l'activité économique reste identique), ou selon une logique «économe» (les gains permettent, à production stable, de redistribuer du temps de travail vers du temps pour les activités autonomes), permettant de concilier les soutenabilités sociales (égale distribution du temps de travail), et écologiques.
- 6 Selon nous, le principal intérêt de cet ouvrage est de mettre en évidence les bases théoriques qui servent de référence au développement occidental en apportant une légitimation scientifique. Une critique solide de ce système passe donc par la réfutation de ces cadres de pensée. Mais elle ne peut se faire qu'à l'intérieur du corpus scientifique qu'elle a elle même développé. Autrement dit, la force de l'économie classique, est de dégager sa réflexion de toutes considérations sur les fins. Cette question relève des choix de l'individu libre, et n'est même pas transposable au collectif (cf. le théorème d'impossibilité d'Arrow). Dans cette optique, tout choix social est légitimement critiquable, puisqu'il existe nécessairement des externalités sur les utilités individuelles. Pour cette raison, il nous semble qu'apporter une critique de type moral au mode de développement occidental n'est pas optimal, et apporter des arguments «idéologiques» affaiblit le raisonnement. Selon nous, c'est en partie ce que fait Stéphane Bonnevault. Pour preuve, le choix du titre: «développement insoutenable». La connotation du mot «insoutenable» fait implicitement référence à l'insoutenabilité morale du développement, alors que le choix du terme «durable» s'en serait dégagé, et aurait mis l'accent sur son caractère objectif.
- 7 Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il a nécessairement tort. Certains points de son raisonnement restent convaincants. Mais certaines propositions restent difficiles à envisager. Replacer l'économie au rang des moyens, suppose par exemple de considérer le travail comme une activité uniquement destinée à fournir un moyen de subsistance. Mais dire que le travail est une affectation de temps contraint, et en conclure qu'il doit être réduit à ce titre, c'est supposer a priori que le travail est aliénant. L'auteur rejoint ici la théorie économique classique qui conçoit le travail comme une désutilité, par opposition au temps de loisir. Il s'agit au fond d'une reformulation du dilemme consommation/loisir, où il est présupposé que les seules sources de bien être proviennent d'une part du salaire,

qui finance la consommation, et d'autre part du temps de loisir. Dans ce schéma, le travail est vu comme le moyen de l'utilité ou du bien être. Sur ces bases, la critique de l'économie classique par l'auteur se trouve fragilisée, et avec elle la proposition de reléguer l'économie au rang des moyens. Par ailleurs, le travail n'est pas seulement une activité aliénante. Il peut également être une activité épanouissante dans un nombre non négligeable de cas (certains artisans, agriculteurs, entrepreneurs, professions libérales comme les médecins, les avocats, les architectes, sans oublier certains chercheurs ou enseignants). Autrement dit, le travail peut légitimement être considéré comme une fin en soi, et il devient difficile de justifier cette proposition, même moralement.

- 8 Voir le site des éditions du Croquant : <http://www.editions-croquant.org/auteurs.php>

AUTEUR

GAËL PLUMECOCQ

Gaël Plumecocq est doctorant, à Paris X. gaelplumes@msn.com